

LE PUY-EN-VELAY Finances publiques

Les syndicats tentent encore de sauver les trésoreries

Dans moins d'un mois, plusieurs trésoreries vont fermer leur porte, sauf miracle. L'intersyndicale dénonce « un passage en force et sans concertation » de la direction, en s'appuyant sur la colère des élus locaux.

Mercredi matin, au Puy-en-Velay, à l'occasion de la tenue d'un comité technique local avec la direction et à l'appel des syndicats CGT, Force ouvrière et Solidaires, les agents de Finances publiques ont agité quelques banderoles et fait le point sur la situation. Ils ont été rejoints par une poignée d'élus.

Neuf trésoreries fermeront

Le NRP (Nouveau réseau de proximité), annoncé en juin 2019 par la DGFIP (Direction générale des finances pu-



Des agents et plusieurs élus se sont rassemblés devant le centre des impôts, rue Alphonse-Terrasson, mercredi matin. Photo Le Progrès/Christophe TEYSSIER

bliques), va entrer en vigueur et l'étiau se resserre sur plusieurs trésoreries. Dès le 1^{er} janvier, les trésoreries de Cayres, Le Monastier-sur-Gazeille,

Sainte-Florine et Saugues fermeront. Suivront ensuite celles de Bas-en-Basset, Craponne-sur-Arzon, Saint-Didier-en-Velay, Saint-Paulien et Vorey-sur-

Arzon.

Voilà de quoi donner du grain à moudre à l'intersyndicale qui dénonce « un passage en force et sans concertation ». La pré-

sence des Finances publiques au sein des Maisons France services ne les rassure pas. « Ce seront juste des endroits pour aiguiller les contribuables vers d'autres services. Pas des lieux pour apporter des réponses concrètes », estime Jérémie Foll, secrétaire FO Finances publiques. « Ces Maisons France services représentent un vrai transfert de charges de l'État vers les collectivités locales », fait remarquer Georges Trescarte pour la CGT.

L'intersyndicale met l'accent sur la mobilisation des élus locaux et de l'Association des maires de France, qui vient d'écrire un courrier au préfet de Haute-Loire. « Exigeons, tous ensemble, le retrait immédiat de ce funeste projet, ou, à minima, sa suspension pour l'année 2021 afin de permettre de vrais échanges entre toutes les parties », insiste-t-elle.

Christophe TEYSSIER